

# « La procédure de sanction est une revanche contre la Hongrie »

Le ministre des affaires étrangères hongrois, Péter Szijarto, réfute les accusations d'atteintes à l'Etat de droit émises par le Parlement européen

## ENTRETIEN

**M**inistre des affaires étrangères hongrois, Péter Szijarto défend la politique du premier ministre ultraconservateur Viktor Orbán, menacé d'une procédure de sanction européenne pour ses atteintes à l'Etat de droit.

**Viktor Orbán et Emmanuel Macron se sont lancés dans un combat politique sur l'avenir de l'Europe. Considérez-vous que le président français est affaibli par les « gilets jaunes » ?**

J'évite toujours de commenter la situation interne des autres pays, et c'est pour ça qu'on attend des autres qu'ils se comportent de la même façon. Nous avons, certes, des opinions différentes sur plusieurs sujets, mais vous seriez surpris du nombre de sujets européens sur lesquels nous avons une approche similaire, notamment sur la PAC, l'énergie nucléaire, l'innovation et la coopération économique.

**Allez-vous faire campagne avec le soutien de Steve Bannon [ex-conseiller du président Trump] pour les élections européennes ? Quel sera votre programme ?**

Bannon est une personne importante dans la politique américaine, cela peut être intéressant de parler avec lui, mais nous sommes membres du PPE [Parti populaire européen, qui regroupe les conservateurs]. Nous en sommes même le membre le plus populaire actuellement. La prochaine Commission européenne devra revenir à son statut originel de gardienne des traités et non d'organe politique. Elle devra aussi rétablir la sécurité en Europe et préserver son héritage chrétien fort. Retirer les symboles chrétiens dans l'espace public est inacceptable.

**Le Parlement européen a voté pour ouvrir une procédure de sanction contre la Hongrie pour vos atteintes répétées à l'Etat de droit. Craignez-vous d'être sanctionné ?**

Cette procédure est une revanche contre la Hongrie pour ne pas

avoir obéi au point de vue dominant sur l'immigration, venu de Bruxelles, qui consiste à dire que l'immigration est bénéfique et inévitable. Par ailleurs, elle est fondée sur des préjugés et non des faits. Nous sommes très ouverts à parler des faits.

**Le rapport du Parlement contient de nombreux faits...**

Il contient 69 accusations, dont 13 ont déjà fait l'objet d'un accord entre la Commission et le gouvernement hongrois en 2010 et 2011 et sont réglées. 19 sont des sujets en cours de discussion entre la Commission et la Hongrie. Et 37 sont des mensonges. Il dit que l'antisémitisme est en hausse dans le pays, mais la Confédération des communautés juives de Hongrie a dit que c'était faux ! Pareil sur le manque de liberté dans les médias : la télévision la plus regardée du pays [la chaîne privée RTL, appartenant au groupe de

**« Ce que pense Soros est un danger pour la Hongrie. Nous ferons tout notre possible pour le combattre »**

PÉTER SZIJARTO  
ministre des affaires étrangères hongrois

médias allemand Bertelsmann] est très critique du gouvernement, les sites d'information sont hypercritiques !

**L'université d'Europe centrale (CEU), fondée par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, a annoncé qu'elle était contrainte par votre gouvernement de déplacer la plupart de ses activités de Budapest à Vienne. C'est une bonne nouvelle ?**

La CEU a toutes les accréditations nécessaires pour délivrer des diplômes hongrois, le problème est pour les diplômés américains. La loi hongroise dit que c'est possible si elle a une activité aux Etats-

Unis. Quatre autres universités étrangères respectent ces critères. Mais la CEU n'a pas de campus à New York, je ne vois pas pourquoi ils devraient avoir des privilèges.

**Pourquoi, alors, avoir aussi limité l'activité des ONG financées par George Soros ?**

C'est un mensonge de le présenter comme ça. Nous avons 70 000 ONG dans le pays, et il y en a seulement huit ou dix qui se plaignent. Exactement celles qui promeuvent l'immigration irrégulière. Nous avons seulement limité les activités des ONG dans ce domaine, parce qu'il s'agit d'un enjeu de sécurité nationale.

**Viktor Orbán qualifie George Soros de « plus grande menace »**

**du monde contemporain...**

Nous avons un débat très dur avec George Soros. Il a une vision totalement différente de l'avenir de l'Europe, et ses organisations attaquent notre gouvernement. Ce qu'il pense est un danger pour le futur de la Hongrie, et nous ferons tout notre possible pour le combattre.

**Est-ce que Viktor Orbán envisage de rendre l'argent que George Soros lui a donné à la fin des années 1980 ?**

Pourquoi le devrait-il ? C'était il y a trente ans. J'ai aussi touché une bourse à 17 ans et je n'ai pas signé de papier disant que je devais être d'accord avec lui tout le reste de ma vie.

**La Hongrie est le principal bénéficiaire de fonds européens par habitant. Plusieurs pays veulent conditionner ces fonds au respect de l'Etat de droit. Craignez-vous cette option ?**

Quand nous avons rejoint l'UE, nous avons ouvert notre marché. Comme nous sortions du communisme, les entreprises hongroises n'étaient pas assez fortes, et les entreprises d'Europe de l'Ouest ont fait des profits énormes. Ces subventions ne sont pas de la charité : 70 % de l'argent que nous recevons retournent dans les comptes des entreprises d'Europe occidentale. Les conditions doi-

vent être basées sur des critères objectifs et non subjectifs, comme ces attaques injustifiées sur l'Etat de droit alors que les élections sont libres en Hongrie et que nous avons obtenu une large majorité des deux tiers aux dernières élections, après huit ans au pouvoir.

**Comment expliquer qu'autant de proches de Viktor Orbán sont devenus riches grâce aux fonds européens, comme son gendre, soupçonné de détournements par l'Office européen anti-fraude (OLAF) ?**

Je ne vois pas pourquoi quelqu'un devrait être exclu d'un marché seulement parce qu'il est proche du gouvernement. Il [le gendre] est un homme d'affaires plein de succès qui remporte des appels d'offres. Le rapport d'OLAF est politiquement motivé. Je fais confiance au système judiciaire hongrois.

**Ce même système judiciaire a justement classé l'affaire sans suite. De nombreuses organisations internationales considèrent qu'il n'est pas indépendant.**

Ce sont des allégations stupides. Le système judiciaire hongrois est totalement indépendant.

**Pourquoi la Hongrie a-t-elle attribué l'asile à l'ancien premier ministre macédonien condamné pour corruption sans lui imposer de déposer sa demande le long de la clôture comme le reste des migrants ?**

En Hongrie, les demandes d'asile sont traitées par une autorité indépendante, je ne peux pas commenter le fond du dossier. Elle a décidé d'autoriser M. Gruevski à déposer sa demande à leur siège à Budapest pour des raisons de sécurité, parce qu'il a été premier ministre pendant dix ans. Je trouve ça normal.

**Pourquoi vos services l'ont-ils transporté jusqu'à Budapest en voiture diplomatique ?**

Il s'est présenté à notre ambassade à Tirana. Nous l'avons transporté pour des raisons de sécurité. ■

PROPOS RECUEILLIS  
PAR JEAN-BAPTISTE CHASTAND

## LE PROFIL

### **Péter Szijjarto**

Ministre des affaires étrangères hongrois depuis 2014, Péter Szijjarto, 40 ans, est un proche du premier ministre ultra-conservateur Viktor Orban. Elu député pour la première fois en 2002, juste après la fin de ses études, il a notamment été directeur de la communication du Fidesz, le parti au pouvoir, et occupé la fonction de porte-parole de Viktor Orban.